



Observatoire Boutros-Ghali
du maintien de la paix – juillet 2022



La contribution aux OP des pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est issus de la Francophonie

Solène Jomier
et Emmanuelle Carton



Cette note a été réalisée grâce au soutien de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Les propos énoncés dans cette publication ne sauraient en rien engager la responsabilité des organismes pilotes de l'étude, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle de l'OIF.

Introduction

Les trois plus grandes opérations de paix des Nations unies, la MINUSMA, la MONUSCO et la MINUSCA, sont situées respectivement au Mali, en République démocratique du Congo, et en République centrafricaine. Au tournant de l'année 2022, elles totalisent à elles-seules un effectif de plus de 43 000 Casques bleus déployés, soit environ 55 % des troupes onusiennes actives à travers le monde¹. Le français est dans ces pays non seulement une langue officielle, mais aussi une *lingua franca*, c'est-à-dire une langue véhiculaire commune aux multiples groupes socioculturels et linguistiques présents sur ces territoires. La maîtrise, même partielle, de cette langue représente dès lors un atout pour les troupes déployées dans le cadre des opérations de paix onusiennes, et est un facteur déterminant pour la performance et la réussite de ces missions sur le terrain. Or, seulement 38 % des effectifs déployés dans ces trois missions sont francophones ou susceptibles de l'être². Si cette présence du français reste plus élevée que dans d'autres missions³, elle reste en deçà des besoins sur le terrain. Les trois OP concernées cherchent à augmenter la part de leurs troupes capables de parler cette langue afin d'optimiser leur performance.

Les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est s'impliquent de manière croissante dans les OP et pourraient constituer un vivier intéressant de personnels qualifiés afin de répondre aux besoins actuels et futurs des pays hôtes des trois missions. Trois d'entre eux (le Cambodge, le Laos et le Vietnam) sont aujourd'hui des États membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), et deux autres (Corée du Sud, Thaïlande) sont observateurs au sein de cette organisation. Ce rôle dans la Francophonie les rend davantage ouverts à l'inclusion d'une composante francophone dans la formation de leurs troupes ; ce qui pourrait en faire des partenaires de choix pour les pays hôtes francophones africains.

L'objectif de cette note est de dresser un portrait d'ensemble de la contribution aux OP onusiennes de ces cinq pays identifiés, de comprendre les moteurs de cette implication, de recenser leurs capacités techniques spécifiques et d'identifier les synergies possibles avec les pays hôtes des trois grandes missions africaines francophones ; ou, le cas échéant, les obstacles à la coopération. Deux enjeux transversaux font l'objet d'une attention particulière : 1) la place que ces troupes asiatiques attribuent à la maîtrise et à l'apprentissage du français et 2) l'importance accordée ou non à la formation et au déploiement des femmes. Concernant ce dernier élément, il s'agit d'une préoccupation croissante au sein des OP depuis les résolutions [1325](#) (2000) et [2538](#) (2020), qui entérinent le rôle des femmes dans la paix et la sécurité et dans les OP.

Ce texte procède en deux étapes. Dans un premier temps, il s'attache à contextualiser l'implication croissante de ces États dans les OP. Dans un second temps, il dresse un portrait individuel de la contribution de chacun des cinq pays identifiés à l'orée 2022. Pour conclure,

-
1. Sur la base des données ONU d'Avril 2022. Pour en savoir plus, consultez les chiffres de [la participation francophone aux opérations de paix](#) compilés par l'équipe de l'Observatoire Boutros-Ghali, en partenariat avec l'OIF.
 2. *Idem*.
 3. Les effectifs francophones ou susceptibles de l'être représentent environ 26,6 % des forces déployées dans les OP à travers le monde.

il émet une série de recommandations destinées tant à ces pays contributeurs, qu'aux pays hôtes, au Département des opérations de paix (DOP) et aux écoles de formation.

Partie 1 - Évolution de la perception des OP en Asie du Sud-Est

1.1. Un contexte initialement défavorable à la participation aux OP

En 1945, à la veille de la création de l'ONU, les cinq pays de notre étude n'existent pas tous encore sur une carte du monde. Le Laos, le Vietnam et le Cambodge composent encore l'Indochine française. Sous contrôle japonais depuis 1910, la Corée est divisée en 1945 en deux protectorats, l'un sous contrôle de l'URSS, l'autre sous celui des États-Unis. La Thaïlande, alliée du Japon pendant la Seconde Guerre mondiale, est la seule à disposer de son indépendance politique et rejoint l'ONU dès 1946⁴.

À ce stade de sa jeune histoire, l'ONU ne s'est pas encore imposée comme un cadre de discussion privilégié en matière de résolution des conflits. Elle est marquée dans les années 1950 par la polarisation naissante causée par la Guerre froide, et est perçue comme un avatar des pays occidentaux. Les tensions qui l'animent affectent aussi les pays de notre étude.

La Guerre de Corée (1950-1953) intervient dans un contexte de tensions au Conseil de sécurité⁵ et conduit à la création en 1950 du Commandement des Nations unies en Corée, première incarnation balbutiante d'une forme d'opération conjointe onusienne⁶. La guerre d'indépendance d'Indochine (1946-1954), quant à elle, est marquée par l'émergence de mouvements indépendantistes communistes dans la péninsule indochinoise. Au sortir de ce conflit, le Vietnam se trouve divisé en deux États, avec la République démocratique du Vietnam (communiste, au Nord) et la République du Vietnam (pro-occidentale, au Sud). Le Laos et le Cambodge accèdent également à l'indépendance. Si ces deux nouveaux pays entrent à l'ONU en 1955, ils ne perçoivent pas encore à ce stade l'organisation internationale comme un levier intéressant pour la stabilité régionale. Le lancement des missions de maintien de la paix onusiennes⁷ reste un concept très nouveau au sein d'une organisation qui n'est pas aussi universelle que nous la connaissons. Certains pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est (la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines) lancent un premier engagement dans les OP de l'ONU⁸. Ces tentatives resteront sans suite, notamment en raison du contexte défavorable de la Guerre froide, du manque d'intégration régional et de revirements politiques à leur niveau national.

4. [Member States](#), United Nations official website, consulté le 25 novembre 2021.

5. L'URSS pratique la politique de la chaise vide à la suite d'un désaccord sur la question chinoise : les Soviétiques souhaitent reconnaître le gouvernement communiste comme représentant officiel, là où le reste du Conseil privilégiait le gouvernement de Tchang Kaï-chek basé à Taiwan.

6. La Thaïlande contribuera notamment à cette force. « [History of the Korean War](#) », United Nations Command, consulté le 18 novembre 2021.

7. La mission ONUST au Moyen-Orient est lancée en 1948.

8. En 1957, l'Indonésie envoie plus de 500 personnels au Sinai (FUNU I). La Malaisie intervient au Congo (ONUC) de 1960 à 1963. Les Philippines enverront également des troupes à l'ONUC en 1963.

Les années 1960 puis 1970 sont caractérisées par la guerre du Vietnam (1955-1975), aussi dite 2^e guerre d'Indochine, qui oppose les forces armées de la République du Vietnam (soutenues par les États-Unis et leurs alliés) à des mouvements rebelles communistes, les Viet Cong (soutenus par la République démocratique du Vietnam, le bloc de l'Est et la Chine). La Thaïlande, dirigée par une junte militaire, apporte son soutien au premier camp, via l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE)⁹. Ces tensions trouvent un écho au Laos et au Cambodge, conduisant également à une guerre civile dans ces deux pays (respectivement de 1964 à 1973, et de 1967 à 1975). Ces conflits portent au pouvoir les mouvements communistes du Pathet Lao et des Khmers rouges, au prix d'importantes pertes civiles.

En parallèle à ces conflits, la péninsule coréenne reste divisée en deux gouvernements, l'un d'obédience communiste au nord, l'autre pro-occidental au sud, qui sont officiellement en guerre. En l'absence d'accord, aucun des deux partis n'accèdent à l'ONU, barrière première à toute possible contribution aux OP. La partie Sud, sous contrôle d'une junte militaire, déploie cependant des troupes au Vietnam en soutien aux États-Unis. Malgré la fin de la guerre du Vietnam et sa réunification, la péninsule indochinoise reste le théâtre de fortes violences à la fin des années 1970 et tout au long des années 1980. Au Cambodge, le génocide perpétré par les Khmers rouges se solde par un bilan d'environ 1,7 million de morts entre 1975 et 1979¹⁰. Seule l'intervention du Vietnam voisin en 1979 mettra fin aux massacres, mais conduira à un conflit civil jusqu'à fin des années 1980, qui entérinera la défaite finale des Khmers rouges.

Rongés par les conflits internes, les trois pays de l'ex-Indochine (Cambodge, Laos, Vietnam) ne jouent pas un rôle significatif au sein de la communauté internationale avant la fin de la Guerre froide. La Corée, toujours divisée en deux, ne peut accéder à l'ONU. Seule la Thaïlande connaît une (toute) relative stabilité politique durant les décennies suivant la fin de la Seconde Guerre mondiale¹¹. Si elle fait partie de l'ONU dès 1946, elle ne la perçoit pas dans les décennies suivantes comme un interlocuteur de choix en matière de maintien de la sécurité régionale¹². Au contraire, elle lui préfère un autre cadre de dialogue international : l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Créée en 1967¹³, l'ASEAN vise à renforcer la prospérité économique et sociale des pays membres. Le principe de non-ingérence, commun à tous les membres fondateurs, s'impose comme un précepte central de la déclaration de l'ASEAN¹⁴. Autrement dit, les membres ne voient initialement pas les OP onusiennes d'un bon œil, jugées comme une forme d'interventionnisme indésirable. Pour autant, l'ASEAN incarne pour ses pays fondateurs une première expérience maîtrisée d'une forme de multilatéralisme, et a joué un rôle à long-terme dans le façonnement de la

9 . [OTASE](#), *Le Monde diplomatique*, consulté le 25 novembre 2021.

10 . Soit environ 21 % de la population du pays. [Cambodian Genocide Program](#), Yale Université, consulté le 25 novembre.

11. Le pays connaît plusieurs coups d'État militaires et des tensions internes tout au long de cette période. Une insurrection communiste agite le pays de 1976 à 1983.

12. Sebastian von Einsiedel et Anthony Yazaki, « [East Asian perceptions of the UN and its role in peace and security](#) », Norwegian Peacebuilding Resource Centre (NOREF), mai 2016.

13. L'ASEAN ou ANASE a été créée le 8 août 1967 par l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. En 2021, elle compte 10 membres : Brunei, Birmanie, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Viêt Nam.

14. [The ASEAN declaration](#), the Bangkok declaration, août 1967.

perception et de l'adhésion aux idéaux onusiens par ses États membres, notamment via l'adhésion aux principes de la Charte des Nations unies inscrite dans la déclaration fondatrice.

Alors que les pays de notre étude – en particulier ceux de la péninsule indochinoise – traversent des turbulences profondes, l'ONU, elle, se structure progressivement en tant qu'acteur de la sécurité internationale, lançant des missions emblématiques en Égypte (FUNU I en 1956), en République démocratique du Congo (l'ONUC en 1960), à Chypre (UNFICYP en 1964), sur le plateau du Golan (FNUOD – 1974) ou bien au Liban (FINUL – 1978). Ses actions restent cependant limitées par les tensions entre États-Unis et URSS tout au long de la Guerre froide.

1.2. Le tournant des années 1990 : vers un engagement dans les OP

La chute du mur de Berlin et la dissolution de l'URSS ouvrent la voie au début des années 1990 à un multilatéralisme renouvelé, structuré autour du leadership américain. L'ONU devient un cadre de dialogue plus universel, ce qui se traduit par un soutien accru aux opérations de paix. Celles-ci se multiplient rapidement au début des années 1990¹⁵. Contribuer à ces opérations de paix devient alors un outil pour les pays qui souhaitent accroître leur influence sur la scène internationale, et en particulier à l'ONU. Un nombre croissant d'États s'intéresse donc rapidement à cette opportunité nouvelle, dont les besoins sont en pleine expansion.

La Thaïlande, où l'armée garde une place centrale au niveau politique, et qui avait déjà contribué au Commandement des Nations unies en Corée dans les années 1950, initie un engagement dans les OP, timide mais précurseur pour la région. En 1991, sept officiers thaïlandais contribuent à la mission MONUIK, qui sécurise la frontière démilitarisée entre le Koweït et l'Irak. Puis 50 officiers participent à la UNGCI en Irak dans la foulée¹⁶.

Le début de la décennie marque aussi un tournant pour certains des pays visés par notre étude. La Corée du Sud, forte d'une transition démocratique entamée en 1987 avec la sixième république, signe en 1991 un accord de reconnaissance mutuelle avec la Corée du Nord¹⁷. Cet accord ouvre la voie à l'entrée des deux pays à l'ONU. Ayant une perception positive des OP et du rôle de l'ONU de manière générale, la Corée du Sud s'implique rapidement dans le maintien de la paix, avec un premier déploiement dès 1993 en Somalie, comprenant l'envoi d'un bataillon ingénieur de 500 soldats¹⁸.

Pour sa part, le Laos s'ouvre progressivement au marché économique mondial à partir de 1989, adopte une nouvelle constitution en 1991 et adhère à l'OIF. Il n'envisage pourtant pas de contribuer aux OP onusiennes, qu'il considère comme incompatibles avec

15. Cinq missions sont lancées en 1991, quatre en 1992, et six en 1993. Le nombre de missions actives sur le terrain double en moins de cinq ans.

[List of Peacekeeping Operations 1948-2017](#), UN Peacekeeping, consulté le 25 novembre, 2021

16. Keokam Kraisoraphong, Brendan Howe, « [Thailand's Participation in UN Peacekeeping Missions: The Reciprocal Transference of Expertise and Norms](#) », *Journal of International Peacekeeping*, vol. 18, n° 3-4, p. 236-255, 2014.

17. Corée du Nord et Corée du Sud, [Agreement on Reconciliation, Non-Aggression, and Exchanges and Cooperation between South and North Korea](#), 13 décembre 1991.

18 KO Sangtu, « [The Foreign Policy Goal of South Korea's UN Peacekeeping Operations, International Peacekeeping](#) », 22:1, 2015, p. 65-80.

le non-interventionnisme ancré dans sa constitution. Le pays maintient un certain isolement international, et ce, jusqu'à nos jours.

Le Vietnam organise en partenariat avec l'ONU son retrait du territoire cambodgien. Face aux conflits qui ont ravagé la péninsule indochinoise durant les précédentes décennies, l'organisation internationale vient apporter une nouvelle palette de réponses possibles, en premier lieu ses opérations de maintien de la paix. De novembre 1991 à mars 1992, l'ONU mène la Mission préparatoire des Nations unies au Cambodge (MIPRENUC), qui vise à maintenir le cessez-le-feu dans le pays en amont du déploiement de L'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC, 1992-1993), qui doit permettre l'organisation d'élections libres dans le pays et encadrer la paix nouvelle.

Le déploiement et la complétion de ces deux opérations sert de catalyseur et conduit à une prise de conscience parmi les dirigeants politiques de l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Les pays du voisinage perçoivent positivement ces deux interventions, qui ont permis de mettre fin à des conflits internes complexes et de prévenir les risques de déstabilisation du voisinage¹⁹. Cette prise de conscience est renforcée par une expérience de première main : plusieurs pays de la zone (Chine, Indonésie, Japon, Malaisie, Thaïlande) fournissent des troupes à la mission. Ils prennent alors la mesure des opportunités militaires et politiques que ces OP représentent²⁰. Cette compréhension nouvelle est renforcée quelques années plus tard par le déploiement de deux missions onusiennes au Timor-Leste²¹.

On assiste alors à un effet domino dans la région de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, de nombreux pays décidant de s'engager dans les OP. La République populaire de Chine, qui siège au Conseil de sécurité à partir de 1974 et fournit des troupes aux OP depuis le début des années 1980, élargit ses contributions et pousse ses voisins à faire de même²². L'ASEAN adopte également une nouvelle posture, accordant une priorité élevée à la coopération en matière de sécurité à partir de 1992. Ses pays membres s'engagent rapidement sur le terrain et fournissent 4 385 personnels à l'APRONUC, au Cambodge, soit près de 20 % des quelque 20 000 troupes déployées dans le cadre de la mission²³. Ce basculement a d'autant plus d'impact dans la région que l'ASEAN connaît une vague de nouvelles adhésions à cette même période, y compris des pays issus de l'ex-Indochine, jusqu'ici plutôt isolés au sein du voisinage – Vietnam (1995), Laos (1997), Cambodge (1999). Deux d'entre eux s'engagent finalement dans les OP, le Cambodge à partir de 2006, et le Vietnam à partir de 2014.

19. Aurel Croissant, « [The Perils and Promises of Democratization through United Nations Transitional Authority – Lessons from Cambodia and East Timor](#) », *Democratisation*, vol. 15, n° 3, p. 649-668, 2008.

20. Sebastian von Einsiedel et Anthony Yazaki, *loc. cit.*

21 La Mission d'appui des Nations unies au Timor oriental (MANUTO) de 2002 à 2005 puis La Mission intégrée des Nations unies au Timor-Leste (MINUT), de 2006 à 2012.

22. Sebastian von Einsiedel et Anthony Yazaki, *loc. cit.*

23. Les contributions à l'APRONUC (1992-1993) par pays membres de l'ASEAN : Brunei Darussalam, 3 ; Indonésie 2034 ; Malaisie 1208 ; Philippines 351 ; Singapour 75 ; Thaïlande 714.

Trevor Findlay, [Challenges for the New Peacekeepers](#), *SIPRI Research Report No. 12*, Oxford University Press 1996.

À l'exception du Laos, le maintien de la paix se dessine désormais comme un domaine important de la coopération bilatérale et multilatérale en matière de sécurité pour les pays de notre étude, une importance destinée à croître davantage dans la prochaine décennie.

Partie II - Portrait de la participation aux OP des pays ciblés

Au-delà des enjeux régionaux structurants évoqués ci-avant, la trajectoire de contribution au maintien de la paix onusien des cinq pays étudiés s'inscrit aussi dans des mécanismes propres à leur histoire et à leurs intérêts particuliers, qui ont façonné la nature et le degré d'implication actuel de chacun des pays visés par notre étude. Cette section propose un aperçu de leur contribution respective au début de l'année 2022. Elle s'intéresse d'abord aux trois États membres de l'OIF (Cambodge, Vietnam, Laos) puis aux deux États qui y ont actuellement un statut d'observateur (Thaïlande et Corée du Sud).

Le Cambodge



1^{re} année de participation à une OP : 2006
Effectifs actuellement déployés : 781 personnels (754 militaires, 19 officiers, 8 experts)
Déploiements actuels : MINUSMA, MINUSCA, UNIFIL, MINUSS, FISNUA
Centre de formation national : Centre national des forces de maintien de la paix, de déminage et de gestion des déchets de guerre (NPMEC) (2003)
Francophonie : membre observateur de l'OIF (1991) puis membre de l'OIF (1993)

- Histoire de la contribution et relation particulière aux OP

Le Cambodge perçoit sa contribution aux OP comme une manière de rendre à la communauté internationale ce qu'elle lui a apporté : la paix²⁴. Depuis leur première mission en 2006 et l'inscription du maintien de la paix dans le livre blanc de la défense cambodgienne la même année, le pays a déployé environ 8 300 personnels, dont 580 femmes, au sein de neuf missions différentes. Le pays souhaite activement augmenter sa participation aux OP dans les prochaines années²⁵.

Si certains pays craignent de perdre des troupes sur le terrain des OP, les Cambodgiens n'y sont pas frileux. Les troupes cambodgiennes sont prêtes à évoluer dans des terrains périlleux et à s'exposer au danger²⁶. Le contexte post-conflit cambodgien a aussi fait émerger dans le pays une expertise spécifique en matière de déminage, d'abord tournée vers les besoins internes et désormais vitrine du pays à l'international (voir ci-après).

24. Entretien avec un expert.

25. UN Cambodia, « [Cambodia receives funding from the Elsie Initiative Fund to identify barriers to the deployment of uniformed women to United Nations peace operations](#) », 28 avril 2022.

26. *Ibid.*

Tableau 1 : La contribution actuelle du Cambodge aux OP²⁷

Mission	Effectifs militaires	Effectifs de police	Experts	Dont femmes (tous postes confondus)
MINUSMA	289 (+ 1 officier)	0	0	119
MINUSCA	215 (+ 6 officiers)	0	4	
FINUL	180	0	0	
MINUSS	70 (+ 11 officiers)	0	4	
FISNUA	1 officier	0	0	

- Capacités techniques

L'armée cambodgienne est reconnue pour ses compétences particulières en matière de déminage et de neutralisation des engins explosifs et munitions. Les troupes des Forces armées royales cambodgiennes (RCAF) ont apporté une contribution majeure aux missions de l'ONU en Afrique et au Moyen-Orient à cet égard, le Cambodge ayant fourni quatre équipes de déminage à la MINUSS avec environ 135 personnes par équipe et, en 2015, un déploiement de 150 ingénieurs militaires et 50 démineurs à la FINUL²⁸.

Actuellement, le Cambodge déploie des unités militaires de type multirôle, affectées à des tâches de construction (notamment construction et entretien de pistes d'aviation), de déminage ainsi qu'une unité de police militaire (type gendarmerie). Via les postes individuels, le Cambodge envoie également des observateurs militaires de type Génie, planification, transmission ou en état-major. Le pays est donc tourné vers des capacités habilitantes plutôt que de combat et ne propose pas de postes de type police²⁹.

- Formation et partenariats

Créé en 2003 et situé à 40 km de Phnom Penh, le Centre national des forces de maintien de la paix, de déminage et de gestion des déchets de guerre de Oudong (NPMEC) était initialement un centre de déminage destiné à répondre au besoin national en la matière, et qui a été transformé pour correspondre aux nouvelles ambitions onusiennes du pays. Le centre reste proche du centre national de déminage, le Cambodian Mine Action Centre (CMAC). Cette expertise avancée en gestion des engins explosifs a permis de donner au centre un rayonnement international et d'attirer des élèves étrangers, qui représentent environ 20 % des effectifs du centre³⁰. Proposant régulièrement des stages de déminage à ses voisins, le centre a tissé un réseau diversifié d'échanges avec d'autres centres de formation aux OP, au sein des pays de l'ASEAN et au-delà³¹. Un partenariat particulièrement intéressant est celui

27. [Pays contributeurs en soldats et policiers](#), Département des opérations de paix, avril 2022.

28. Capie, David. « [Evolving attitudes to Peacekeeping in ASEAN](#) », New Trends in Peacekeeping: In Search of a New Direction, 2015.

29. Entretien avec un expert.

30. Entretien avec un expert.

31. Y compris mais pas exclusivement avec : l'Indonésie, la Malaisie, le Népal, la Mongolie, l'Inde ou bien encore le Bangladesh.

développé ces dernières années avec l'école de maintien de la paix Alioune Blondin Beye de Bamako (Mali), et qui a permis de renforcer les capacités techniques et linguistiques des troupes cambodgiennes destinées à être mobilisées sur le sol malien, facilitant leur intégration et leur performance³².

- Place du français

L'indépendance du pays s'est accompagnée d'un fort recul du français dans le pays. L'anglais reste la langue étrangère de prédilection au sein de l'armée et de ses structures de formation. Ceci dit, la maîtrise du français est promue au sein du NPMEC, et représente un avantage comparatif significatif pour les soldats qui visent un déploiement en OP³³. Elle est tout particulièrement valorisée parmi les officiers et les sous-officiers. Les autorités cambodgiennes affichent la volonté claire d'augmenter à l'avenir la part de leurs Casques bleus capables de parler le français, en adéquation avec leur ambition d'accroître le nombre de troupes déployées.

- Place des femmes

Le Cambodge promeut activement la participation des femmes aux OP et compte actuellement environ 13 % de femmes déployées, une part en croissance constante depuis la première contribution cambodgienne en 2006. Le Cambodge est classé 13^e (sur 122) pays contributeur de personnels féminins, et est le 2^e pays de l'ASEAN dans ce classement³⁴. Depuis le printemps 2022, le pays est également un bénéficiaire du Fonds de l'Initiative Elsie pour les femmes en uniforme dans les opérations de paix. Il s'est fixé pour objectif d'accroître la part des femmes déployées à 20 % d'ici 2024.

32. « [Renforcement des capacités des forces armées cambodgiennes pour les opérations de l'ONU](#) », OIF, novembre 2019.

33. Le déploiement en OP constitue un moteur d'avancement de carrière important parmi les troupes cambodgiennes et favorise ainsi l'avancement des francophones au sein de l'armée (source : entretien avec un expert).

34. « [Cambodia's take on WPS agenda in the context of Covid-19](#) », *The Phnom Penh Post*, 25 novembre 2021.

Le Vietnam



1^{re} année de participation à une OP : 2014
 Troupes actuellement déployées : 81 (62 militaires, 12 officiers, 7 experts)
 Déploiements actuels : MINUSS, MINUSCA, FISNUA
 Centre de formation national : Département vietnamien des opérations de maintien de la paix (VNDPKO) (2014) [site web](#)
 Francophonie : membre de l'OIF (1970)

- Histoire et relation particulière aux OP

En 2012, lors du Shangri-La Dialogue, une conférence internationale sur la défense et la sécurité dans la zone Asie-Pacifique, le Premier ministre Nguyen Tan Dung annonce l'implication du Vietnam dans les OP, décision qui impliquera de faire évoluer la constitution vietnamienne l'année suivante pour y inclure la notion de protection de la paix³⁵. En juin 2014, deux officiers vietnamiens rejoignent la mission des Nations unies au Soudan du Sud (MINUSS) en tant qu'officiers de liaison, marquant la toute première contribution du pays aux OP. Après un premier déploiement au sein de la MINUSS, le Vietnam avance avec prudence dans l'augmentation de sa participation aux opérations de maintien de la paix, qui reste très progressive. En sept ans, le pays a déployé trois unités et une cinquantaine d'officiers individuels. Dernière addition en date, le pays a contribué pour la première fois en 2022 à la Force intérimaire de sécurité des Nations unies pour Abiyé (FISNUA), y envoyant une poignée d'officiers³⁶.

L'engagement récent des Vietnamiens dans le maintien de la paix reste défini par une approche pacifiste, le pays envisageant les OP comme une force de dissuasion plutôt qu'une force de combat. Le Vietnam affiche une nette réticence à s'engager en première ligne dans des combats ou à risquer des pertes humaines³⁷, et préfère contribuer avec des capacités de soutien, en particulier au niveau médical (voir ci-après). À ce titre, le pays a amorcé un rapprochement avec l'Union européenne dans le but de prendre part à la mission EUTM en République centrafricaine, un cadre d'action jugé moins risqué³⁸.

35. NGOC Ha Kim, [Participating in UN's peacekeeping operations, a breakthrough in Vietnam's integration process](#), Theory and Practice, *National Defence Journal*, 17 octobre 2016

36. « [Le Vietnam envoie pour la première fois des officiers à la FISNUA](#) », *Le Courrier du Vietnam*, 28 janvier 2022.

37. Entretien avec un expert.

38. [DÉCISION DU COMITÉ POLITIQUE ET DE SÉCURITÉ relative à l'acceptation de la contribution de la République socialiste du Viêt Nam à la mission militaire de formation PSDC de l'Union européenne en République centrafricaine \(EUTM RCA\) \(EUTM RCA/2/2022\)](#), Conseil de l'Union Européenne, 9 juin 2022.

- Effectifs actuellement déployés

Tableau 2 : La contribution actuelle du Vietnam aux OP ³⁹

Mission	Effectifs militaires	Effectifs de police	Experts	Dont femmes (tous postes confondus)
MINUSS	62 (+1 officier)	0	4	9
MINUSCA	8 officiers	0	1	
FISNUA	3 officiers	0	2	

- Capacité techniques

L'Armée populaire vietnamienne (APV) est l'une des dix plus grandes forces terrestres au monde, avec plus de 400 000 soldats. Le Vietnam possède une expertise confirmée en matière de déminage, d'ingénierie et surtout de médecine militaire. L'APV compte en particulier dans ses rangs plus de 50 000 membres du personnel médical (médecins et infirmières), ce qui représente un vivier intéressant dans le contexte de la crise de Covid-19 et des difficultés qu'elle a engendrées sur le terrain pour les OP. Les unités médicales déployées au Soudan du Sud depuis 2019 ont notamment construit et équipé trois hôpitaux de campagne de niveau 2 et assuré leur fonctionnement⁴⁰. L'APV envoie également, via des postes individuels, des observateurs militaires ou bien encore des officiers d'état-major.

- Formation et partenariats

Signe tangible de son nouvel engagement en faveur du maintien de la paix, le Vietnam a ouvert un centre national de formation au maintien de la paix le 27 mai 2014, soutenu par les États-Unis et d'autres donateurs internationaux. La structuration de ce centre est prometteuse, mais reste ralentie par la forte centralisation qui caractérise le fonctionnement étatique vietnamien. L'armée vietnamienne repose sur un fonctionnement interne qui diverge des normes internationales, d'où la difficulté pour l'école de faire le lien entre les niveaux nationaux et internationaux⁴¹. Les soldats formés de manière compétente au sein du centre ne sont pas toujours ceux qui sont finalement déployés dans le terrain des OP. De même, le fonctionnement interne de l'armée vietnamienne ne valorise pas forcément ces déploiements en terme d'avancement de carrière, ce qui est la norme dans une majorité des armées contributrices.

Le centre de formation n'a pas encore tissé de forts liens régionaux avec ses homologues. Sa création encore récente, ainsi que les freins aux échanges liés à la crise de Covid-19, expliquent en partie ce relatif isolement.

39. [Pays contributeurs en soldats et policiers](#), Département des opérations de paix, avril 2022.

40. Capie, David. « [Evolving attitudes to Peacekeeping in ASEAN](#) », *New Trends in Peacekeeping: In Search of a New Direction*, 2015.

« [Le Vietnam contribue activement au maintien d'une paix durable](#) », *Le courrier du Vietnam*, 22 avril 2021.

41. Entretien avec un expert.

- Place du français

L'héritage colonial francophone s'est là aussi estompé pour laisser place à l'anglais. Si l'apprentissage du français est possible au VNDPKO, cette langue n'y a pas une place particulièrement prioritaire. L'objectif du centre étant avant tout de former sur des aspects techniques, la connaissance des langues étrangères reste de manière générale l'apanage des officiers et est plus limitée parmi les sous-officiers et grades inférieurs⁴². Ce manque de connaissance linguistique a pu poser des difficultés aux troupes déployées, notamment en République centrafricaine, d'où une prise de conscience en cours dans le pays.

Il existe désormais une volonté parmi les élites vietnamiennes d'accroître la maîtrise du français au service de la performance des Casques bleus et du rayonnement du pays⁴³. Cependant la mise en place d'un tel projet s'annonce complexe, les barrières se situant surtout au niveau du fonctionnement très centralisé de l'État vietnamien.

- Place des femmes

Le Vietnam est très attaché à l'agenda 1325 et montre une réelle appétence pour déployer des effectifs féminins, qui représentent autour de 20,6 % des troupes vietnamiennes déployées à la fin de l'année 2021, contre 16,5 % en 2020⁴⁴. Ses unités de médecine militaire comprennent un nombre significatif de femmes à compétence et capacités techniques égales à celles des hommes. Les deux premiers postes individuels en OP du pays ont d'ailleurs échus à des femmes⁴⁵. Celles-ci semblent plus enclines à bénéficier de promotions au retour de leur mission que leurs homologues masculins.

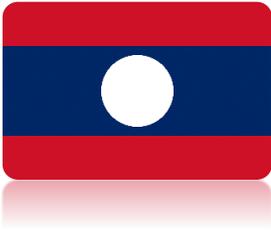
42. Entretien avec un expert.

43. *Idem*.

44. « [Security Council Delegates Call for Increasing Number of Women in United Nations Police, as Peacekeeping Chief Outlines Priorities](#) », Meetings Coverage and Press Releases, *United Nations*, 10 novembre 2021.

45. Entretien avec un expert.

Le Laos (République démocratique populaire lao)



1^{re} année de participation à une OP : N/A
 Effectifs actuellement déployés : N/A
 Déploiements actuels : N/A
 Centre de formation national aux OP: N/A
 Francophonie : membre associé à l'OIF (1972), membre de l'OIF (1991)

- Histoire et relation particulière aux OP

Membre de l'ONU depuis 1955, la République démocratique populaire lao (ou Laos) n'a pas de troupes déployées en OP. Le pays est à rebours des tendances générales dans la région. Au moins deux facteurs expliquent ce positionnement : 1) Le pays reste fortement attaché au principe de non-ingérence, qui est inscrit dans sa constitution⁴⁶. Il rejette donc la possibilité de déployer des soldats hors de son territoire. 2) Le pays est peu présent sur la scène internationale de manière générale, et en particulier à l'ONU. Après une longue période de relatif isolement rythmé par une relation forte avec le Vietnam voisin, le pays a entamé une ouverture à l'international à partir des années 1990, notamment via son adhésion à l'OIF (1991) puis à l'ASEAN (1997). Ce processus d'ouverture s'inscrit dans des temps longs et il ne faut pas s'attendre à une accélération soudaine de la part du gouvernement laotien.

46. Article 12 de la Constitution : « La République démocratique populaire lao poursuit une politique étrangère de paix, d'indépendance, d'amitié et de coopération, et promeut les relations et la coopération avec tous les pays sur la base des principes [suivants] : coexistence pacifique ; respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chacun ; non-ingérence dans les affaires intérieures de chacun ; égalité et avantages mutuels. »

La Thaïlande



1^{re} année de participation à une OP : 1991
 Effectifs actuellement déployés : 292 (273 militaires, 7 policiers, 5 officiers, 7 experts)
 Déploiements actuels : MINUSS, GOMNUIP
 Centre de formation national : Royal Thai Armed Forces Peace Operations Center (RTARF POC) (2006) : [site twitter](#) - [Page Facebook](#)
 Francophonie : statut d'observateur à l'OIF (2008)

- Histoire et relation particulière aux OP

La Thaïlande contribue aux OP à partir du début des années 1990. En 1991, sept officiers thaïlandais contribuent à la mission MONUIK, qui sécurise la frontière démilitarisée entre le Koweït et l'Irak. Puis 50 officiers participent au UNGCI en Irak⁴⁷. Mais c'est surtout au Cambodge (1993, envoi de 705 ingénieurs militaires) puis au Timor-Oriental qu'elle s'illustre. Dans ce second cas, elle joue un rôle de premier plan dans les missions successives de l'ONU de 1999 à 2005, envoyant notamment 1 581 soldats à la force dirigée par l'Australie au Timor-Oriental (puis 925 à l'ATNUTO). Deux officiers thaïlandais serviront d'ailleurs en tant que commandant de la force onusienne au Timor. Bangkok enchaîne les déploiements, notamment en Sierra Leone, au Burundi, au Soudan, au Népal et enfin au Darfour⁴⁸. Cependant, sa contribution connaît un fort ralentissement au début des années 2010 en raison d'une période de troubles politiques intérieurs importants dans le pays, marquée notamment par des coups militaires, ce qui a relégué les enjeux extérieurs au second plan⁴⁹. C'est à la fin de la décennie que la Thaïlande relance un engagement plus franc dans les OP, avec un engagement au Soudan du Sud à partir de 2018, mais à des niveaux qui restent bien inférieurs à ses contributions passées.

La Thaïlande perçoit le maintien de la paix à travers le prisme de la sécurité humaine, et donne une importance cruciale à la cohérence tant opérationnelle que politique de l'action de paix. Elle accorde une grande attention à la complémentarité civilo-militaire, aux processus de consolidation de la paix et au développement post-conflit⁵⁰. Elle estime qu'une mission de paix implique une diversité de capacités, tant militaires que civiles, de construction de la paix et de développement, et a développé sa contribution à l'image de cette perception.

47. Keokam Kraisoraphong, Brendan Howe, « [Thailand's Participation in UN Peacekeeping Missions: The Reciprocal Transference of Expertise and Norms](#) », *Journal of International Peacekeeping*, vol. 18, n° 3-4, p. 236-255, 2014.

48. *Ibid*, p. 245-246.

49. En 2006, une année de tensions politiques trouve son apogée dans un coup d'État militaire. Un second coup en 2014 conduit à l'émergence d'un pouvoir organisé strictement autour d'une junte militaire, le Conseil national pour la paix et le maintien de l'ordre. Celui-ci est dissout en 2019 à la suite d'élections législatives qui voient la victoire du leader de la junte, Prayut Chan-o-cha, au poste de Premier ministre.

50. Keokam Kraisoraphong, Brendan Howe, loc. cit., p. 240.

Permanent Mission of the Kingdom of Thailand to the United Nations, New York, « [Thailand's views on institution building and system-wide engagement for peacebuilding and sustaining peace](#) », official statement, 2 juin 2020.

Comme d'autres pays de la région, elle reste attachée à une vision plus traditionnelle des OP centrée sur l'impartialité et sur l'usage de la force uniquement en cas de légitime défense⁵¹.

- Effectifs actuellement déployés

Tableau 3 : La contribution actuelle de la Thaïlande aux OP ⁵²

Mission	Effectifs militaires	Effectifs de police	Experts	Dont femmes (tous postes confondus)
MINUSS	273 (+5 officiers)	7	2	18
GOMNUIP	0	0	5	

- Capacité techniques

Identifiée à la fin de la décennie 2000 comme un des pays ayant « le plus grand potentiel inexploité pour le maintien de la paix »⁵³, la Thaïlande a démontré ces 30 dernières années une grande diversité de capacités techniques de soutien : génie de type construction/réhabilitation de routes et d'infrastructures, déminage, collecte d'armes dans le cadre d'opérations de désarmement de milices ; les Thaïlandais ont assuré plus de 300 types de postes différents. Ils se sont en particulier illustrés au Timor, puis au Soudan, pour leur capacité de formation à l'agriculture et à l'élevage auprès des populations en milieu rural en proie à une crise alimentaire⁵⁴. Cependant, depuis la fin de leur engagement auprès de la MINUAD en 2012, leur contribution reste modeste, et se focalise surtout sur les capacités de type génie infrastructure.

- Formation et partenariats

Souhaitant renforcer ses contributions aux OP à la suite du succès de son implication au Timor, la Thaïlande a lancé en 2006 le Royal Thai Armed Forces Peace Operations Center (RTARF POC), avec pour objectif d'en faire un centre d'influence régional. Un coup d'État militaire dans le pays deux mois après sa création a coupé court à ces ambitions, marquant le début du recul de l'implication du pays dans les OP. Cela n'a pas empêché le RTARF POC de développer ces dernières années sa coopération avec d'autres centres de formation dans la région et de bénéficier d'un réseau actif de partenaires⁵⁵. Le centre a su s'inscrire dans les dynamiques de coopération régionale, même s'il n'affiche pas un leadership particulier en la matière. Neuf officiers issus des pays de l'ASEAN sont accueillis chaque année pour y suivre le cours pour les officiers (UNSOC). À noter que depuis 2018, en collaboration avec son homologue australien le Australia Armed Force Peacekeeping Training Center, le centre accueille deux fois par an le

51. PEOU Sorpong, [Peacekeeping Contributor Profile: Thailand, Providing for Peacekeeping](#), *Providing for Peacekeeping*, mai 2014

52. [Pays contributeurs en soldats et policiers](#), Département des opérations de paix, avril 2022.

53. Keokam Kraisoraphong, Brendan Howe, *loc. cit.*, p. 238.

54. *Ibid.* Entretien avec un expert.

55. *Ibid.* Entretien avec un expert.

PIRAP-JABIRU, un exercice de maintien de la paix international qui réunit des participants issus de 22 pays de la zone indopacifique⁵⁶.

- Place du français

La Thaïlande peut s'appuyer sur une frange de haut-gradés capables de parler français, pour certains formés en France, mais qui restent minoritaires. Le pays demeure proche des États-Unis et l'anglais y a une importance plus significative. Ceci dit, en écho à la reprise des contributions aux OP, le RTARF POC a lancé un partenariat avec l'Alliance Française de Bangkok en 2017 afin de dispenser des cours de français aux soldats destinés à être déployés⁵⁷. Le Centre démontre une volonté claire d'accroître la part de ses soldats capables de maîtriser cette langue, en perspective de possibles déploiements futurs en espace francophone.

- Place des femmes

La Thaïlande adhère à l'agenda 1325 sur les Femmes, la paix et la sécurité, et s'est engagée à fournir au moins 15 % de troupes féminines, ainsi que des experts sur les questions de genre auprès des Nations unies. Le pays démontre une attention particulière vis-à-vis des violences sexuelles liées aux conflits et perçoit le rôle des femmes Casques bleus comme un facilitateur de confiance avec les populations locales⁵⁸. En 2022, la part des femmes thaïlandaises déployées dans les OP reste faible (18 femmes pour 292 personnels déployés, tous postes confondus), en raison notamment de la nature des troupes actuellement déployées (compagnies de génie). Ceci dit, le pays dispose à l'heure actuelle d'un vivier de femmes agentes pénitentiaires qui représentent un potentiel à creuser⁵⁹.

56. [Thailand deploys peacekeeping forces - A Question & Answer with Royal Thai Armed forces Rear Adm. Nuttapong ketsumboon](#), *IP Defense Forum*, 22 avril 2019, consulté le 21 novembre 2021

57. « [Great success for the 1st training of French at the peace operation center](#) », *Alliance Française Bangkok*, 20 octobre 2017.

58. [Thailand deploys peacekeeping forces - A Question & Answer with Royal Thai Armed forces Rear Adm. Nuttapong ketsumboon](#), *IP Defense Forum*, 22 avril 2019, consulté le 21 novembre 2021

59. Entretien avec un expert.

La Corée du Sud



1^{re} année de participation à une OP : 1993

Effectifs actuellement déployés : 548 (522 militaires, 10 officiers, 13 experts, 3 policiers)

Déploiements actuels : MINUSS, FINUL, GOMNUIP, MINURSO, FISNUA

Nom du centre de formation national : Republic of Korea Peacekeeping Operations Center (ROKPKOC ou KIPOCENT) : [site web](#)

Korea (South) - Korean National Police University - Peacekeeping Training Centre [site web](#)

Francophonie : statut d'observateur à l'OIF (2016)

- Histoire et relation particulière aux OP

Le premier déploiement sud-coréen a lieu en 1993 en Somalie et comprend l'envoi d'un bataillon d'ingénierie composé de 500 soldats. Depuis, la Corée du Sud a contribué à plus d'une vingtaine de missions onusiennes à travers le monde. Ses plus grosses contributions incluent l'UNAVEM III (Angola), l'ATNUTO (Timor-Oriental), la FINUL (Liban) ou bien encore la MINUSTAH (Haïti). Le nombre de troupes coréennes déployées atteint son pic en 2010, avec 1 227 personnels actifs dans les OP⁶⁰.

La Corée du Sud perçoit son rôle dans les OP comme une manière de renforcer son lien avec une communauté internationale qui lui apporte clairement son soutien dans le contexte des tensions avec la Corée du Nord. Les Sud-Coréens ont une opinion positive du rôle de l'ONU en matière de résolution de conflits et veulent renvoyer l'image d'une adhésion forte à la résolution de conflit onusienne et au maintien de la paix⁶¹. Ils appréhendent cependant les risques de pertes humaines, une réticence héritée de leur participation à la guerre du Vietnam en soutien aux États-Unis, qui cousta la vie à plus de 4 400 soldats coréens. Cela n'a pas empêché le pays de participer, dans une fonction de soutien, à d'autres opérations multilatérales, aux côtés des États-Unis, notamment lors des deux guerres du Golfe, et en Afghanistan⁶².

Le pays a accueilli en décembre 2021 la Réunion ministérielle de Séoul sur le maintien de la paix. Une occasion pour la Corée du Sud de renouveler son soutien aux OP à de nombreux niveaux (financements, équipements, formation).

60. KO Sangtu, « [The Foreign Policy Goal of South Korea's UN Peacekeeping Operations, International Peacekeeping](#) », 22:1, 2015, p. 65-80

YOON L., « [Number of South Koreans deployed on UN peacekeeping operations \(PKO\) from 2000 to 2020](#) », Statista, 8 septembre 2021

61. Sebastian von Einsiedel et Anthony Yazaki, « [East Asian perceptions of the UN and its role in peace and security](#) », *Norwegian Peacebuilding Resource Centre (NOREF)*, mai 2016, p. 6.

62. De 1964 à 1973, plus de 325 000 soldats sud-coréens sont déployés au Vietnam. Cette participation, décidée par le leader du régime militaire de l'époque, Park Chung-hee, divise aujourd'hui les Coréens. HONG Kyudok, « [South Korean approaches to peacekeeping and peacebuilding: lessons learned and challenges ahead](#) », *The Journal of East Asian Affairs*, Printemps/Été 2009, vol. 23, n° 1, p. 23-45. SONG Hojun, « [South Korea's Overseas Peacekeeping Activities – Part I: The History and Current Status](#) », *Korea Economic Institute of America*, 29 juillet 2016.

- Effectifs actuellement déployés

Tableau 4 : La contribution actuelle de la Corée du Sud aux OP⁶³

Mission	Effectifs militaires	Effectifs de police	Experts	Dont femmes (tous postes confondus)
MINUSS	268 (+6 officiers)	3	2	28
FINUL	254 (+4 officiers)	0	0	
GOMNUIP	0	0	8	
MINURSO	0	0	3	
FISNUA	0	0	0	

- Capacité techniques

À la faveur de 30 ans de contribution aux OP, la Corée du Sud a déployé une large diversité de profils sur le terrain. Le premier contingent envoyé en Somalie en 1991 a travaillé à la construction de routes, de bâtiments et de voies fluviales à usage civil. On retrouve cette spécialité d'ingénierie tout au long de ces trente ans de contribution aux OP. Au fil des ans, elle s'est diversifiée et spécialisée pour comprendre également la construction de panneaux solaires le long de routes, de digues anti-inondation ou bien encore d'écoles. À deux reprises, le pays a envoyé des troupes de combat, au Timor-Oriental en 1999 puis au Liban en 2007. Il dispose également d'une expertise médicale avancée régulièrement déployée sur le terrain. Dernièrement, les personnels médicaux coréens ont construit et équipé une nouvelle extension pour l'hôpital de Bor, au Soudan du Sud, afin de soutenir la réponse nationale à la crise de Covid-19⁶⁴. Lors de leur déploiement en Haïti en 2009, les troupes coréennes se sont distinguées par leur mobilisation rapide (trois semaines) ainsi que leur capacité de soutien et d'assistance aux institutions publiques au lendemain du tremblement de terre qui avait touché le pays⁶⁵. La Corée envoie aussi régulièrement des observateurs militaires et civils en OP.

Au niveau policier, le pays s'est engagé lors de la Ministérielle à fournir des personnels supplémentaires formés à l'investigation et à la collecte de preuves cybernétiques⁶⁶.

- Formation partenariats

Le Centre des opérations de paix internationales de Corée (KIPOCENT ou ROKPKOC) a été créé en 1995 afin de former les personnels militaires coréens. Il dispose depuis 2013 de la certification officielle de l'ONU pour dispenser les cours UNSOC. Le centre ambitionne de

63. [Pays contributeurs en soldats et policiers](#), Département des opérations de paix, avril 2022.

64. KO Sangtu, *loc. cit*, p. 71.

« [Peacekeepers from South Korea hand over thousands of face masks to students in Bor](#) », United Nations Peacekeeping, 2 juillet 2021.

65. KO Sangtu, *loc. cit*, p. 72-73. Entretien avec un expert.

66. [2021 Seoul UN Peacekeeping Ministerial, Member State Pledges](#), consulté le 17 février 2022.

devenir un hub régional pour la formation aux OP en Asie de l'Est. Un second centre est dédié à la formation des policiers susceptibles de rejoindre UNPOL ; il s'agit du Peacekeeping Training Center, un département de la Korean National Police University (KNPU). Ces deux institutions coréennes ont développé un partenariat avec le Peace Operations Training Institute (POTI) afin que leurs élèves puissent avoir accès aux cours en ligne mis à disposition par la plateforme⁶⁷.

- Place du français

La Corée du Sud a effectué deux déploiements en milieu francophone au cours de ses 30 ans d'activités : en Haïti (MINUSTAH) et en Côte d'Ivoire (ONUCI). Ces missions n'ont pas créé une dynamique particulière à l'égard de la francophonie. Si certains officiers coréens parlent le français, le pays ne dispose pas d'un programme de formation particulière visant la promotion de la connaissance de la langue française au sein des troupes à déployer⁶⁸. L'intérêt du pays pour la Francophonie est cependant récent (statut d'observateur depuis 2016) et pourrait connaître des évolutions dans les prochaines années.

- Place des femmes

Le pays soutient l'agenda 1325 et les quelques femmes coréennes actives dans les OP le sont à égales compétences de leurs homologues masculins. Cependant, leur part reste limitée au sein des OP (autour de 5 %). Cette proportion n'est pas une surprise car l'armée coréenne rencontre de manière générale de nettes difficultés à recruter des effectifs féminins, qui ne représentent que 6,5 % des troupes (2020). Lors de la Ministérielle de Séoul, le pays s'est fixé comme objectif d'accroître cette part nationale à 25 % de femmes d'ici 2028⁶⁹. On peut s'attendre à une augmentation progressive de la part des femmes coréennes déployées dans les OP dans la prochaine décennie.

67. [KIPOCENT Director](#), site officiel de la KNDU, consulté le 25 novembre 2021

[National Training Centre E-Learning Platform \(NTCELP\)](#), site officiel POTI, consulté le 25 novembre 2021

68. Entretien avec un expert.

69. « [Female soldiers account for 6.8 percent of S. Korea's armed forces](#) », *Yonhap News Agency*, 29 janvier 2020. [2021 Seoul UN Peacekeeping Ministerial, Member State Pledges](#), consulté le 17 février 2022.

Conclusions et recommandations

- Le Cambodge semble en mesure de renforcer et de diversifier les modalités de sa contribution aux OP. Le pays pourrait ambitionner d'opérer en dehors de sa niche de capacités sur le déminage, pour répondre à d'autres besoins en matière de capacités de type « force robuste ». La maîtrise du français d'une frange significative de ses officiers et sous-officiers représente en tout cas un avantage certain dans la perspective de déploiements futurs dans les espaces francophones. Étendre cette maîtrise à ses soldats de rangs inférieurs pourrait ouvrir davantage de portes, en particulier pour des missions de patrouille impliquant des contacts avec les populations civiles locales.
- Le Vietnam dispose d'un potentiel médical intéressant pour les missions déployées en Afrique francophone ainsi que pour les réponses aux épisodes de pandémies telles que la Covid-19. Le pays pourrait par ailleurs se prévaloir d'un ratio intéressant de femmes impliquées dans les OP. Toutefois, les contributions restent limitées par la forte centralisation de l'État, dont le fonctionnement interne représente une réelle barrière interculturelle pour les acteurs extérieurs.
- Peu d'indicateurs permettent aujourd'hui d'anticiper la trajectoire future du Laos dans les OP. Son ouverture timide à l'international représente un pas en avant, mais le pays ne semble pas à démontrer actuellement une quelconque appétence pour le maintien de la paix.
- La Thaïlande fait face à la nécessité de redorer l'image de son armée au niveau international (notamment en raison des deux coups militaires perpétrés au cours de ces 15 dernières années). Le pays dispose pourtant d'un vivier potentiel de soldats compétents, y compris des femmes ; mais dont il est difficile de prendre la mesure à ce stade étant donné l'implication limitée du pays (certaines compétences ont en effet pu être perdues en raison du manque de déploiement).
- La Corée du Sud dispose de capacités techniques avérées et très pointues en matière d'ingénierie. Cette maîtrise avancée, alliée à un équipement de haute technologie, est un atout évident au sein des OP. Le pays doit cependant mettre l'accent sur le renforcement des compétences linguistiques en français, encore trop marginales, ainsi que sur le recrutement des femmes, encore très minoritaires.

Recommandations

À l'attention de l'ONU

- Le Département des opérations de paix (DOP) devrait encourager les pays contributeurs à recenser le nombre de leurs personnels parlant le français (ainsi que d'autres langues étrangères de manière générale), afin de donner de la visibilité à l'enjeu linguistique au sein des OP. L'intégration d'une échelle de niveau, à l'image du Cadre européen commun de référence pour les langues, permettrait de mettre en avant les Casques bleus possédant une maîtrise très avancée d'une langue et de solliciter au mieux cette compétence.

À l'attention des pays africains

- Les pays contributeurs africains devraient s'inspirer de la mise en réseau des centres de formation de l'Asie du Sud-Est dont la pertinence en termes de partage d'expériences et de renforcement des capacités est progressivement établie. Les liens tissés entre les écoles de formation du Cambodge (NPMEC) et du Mali (EMP-ABB) offrent également des réelles opportunités pour mieux croiser les complémentarités et gagner en compétences.

Pour un renforcement de la participation des femmes

Le rôle croissant des femmes intégrées au sein de ces armées témoigne d'un réel engagement des pays de l'étude dans cette démarche ; même si l'état d'avancement de leur intégration diffère. Ces femmes sont déployées au sein de contingents mixtes ou sur des postes individuels – et non pas au sein de contingents ségrégués qui limiteraient leur intégration. Les pays de la sous-région Asie du Sud-Est regroupent ainsi un vivier intéressant pour un renforcement de la part des femmes dans les OP, compte tenu de la bonne volonté et de l'intention de fond de ces pays.

Pour une valorisation de l'apprentissage du Français

La fin du colonialisme s'est accompagnée d'un recul significatif du français au profit de l'anglais. Il n'existe pour le moment aucun incitant particulier au sein des armées visant à faire apprendre le français à leur personnel, sauf dans le contexte des opérations de paix. Si la maîtrise de la langue française offre davantage d'opportunités de déploiement, il y a là une occasion à saisir par les acteurs de la Francophonie pour soutenir cette tendance.

- Il y a par conséquent lieu de systématiser l'apprentissage du français dans les centres de formation, de sécuriser les fonds de financement nécessaires afin de pérenniser ces formations linguistiques, en créant par ailleurs des partenariats bilatéraux pour consolider.
- Les acteurs de la Francophonie doivent également prendre la mesure des barrières linguistiques qui peuvent freiner ce type de rapprochement, car si les personnels formés dans les centres sont susceptibles de parler français, ce n'est pas forcément le cas des équipes encadrantes et administratives, ni des représentants de leurs ministères associés.

Miser sur l'atout de la jeunesse

À l'exception de la Corée du Sud, les pays ciblés se caractérisent par une population jeune et dynamique (compter un âge médian de 32 ans au Vietnam, 26 au Cambodge ou bien encore 40 en Thaïlande). Cette jeunesse éduquée et ouverte à l'international représente un fort potentiel sur lequel miser pour un renouvellement générationnel.

- Ces nombreux jeunes, avides de formations diplômantes sont – plus que leurs aînés – susceptibles d'être intéressés par les OP en raison de leur ouverture sur le monde, et des possibilités d'avancement professionnel. Il convient de nourrir et cultiver ce potentiel, notamment à la faveur d'une mise à niveau régulière des centres de formation locaux et régionaux.

Les auteures



Solène Jomier est chargée de recherche au Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) et co-pilote le projet « Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix ».



Emmanuelle Carton est diplômée d'un master au Centre d'études africaines de l'Université de Copenhague et assistante de recherche au sein du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)

L'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix constitue un cadre de discussion entre experts et personnalités francophones issus de pays contributeurs de personnel. Il s'inscrit en cela dans un objectif de renforcement du dialogue triangulaire entre les États engagés dans le maintien de la paix, le Conseil de sécurité et le Secrétariat des Nations unies.

Pour en savoir plus sur l'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix :

<https://www.observatoire-boutros-ghali.org>

